



Hong Kong, le 13 décembre 2005

Bonjour,

On pourrait résumer la journée du 13 décembre comme celle du renforcement des organisations de commerce équitable. Si lors de la conférence de Cancun, un premier pas avait été fait pour permettre une présence des organisations de commerce équitable, à Hong Kong, les organisations de commerce équitable ont été plus loin. Tout d'abord dans la préparation : pour la première fois, le mouvement international de commerce équitable a rédigé une déclaration commune. Puis dans l'organisation, 5 associations impliquées dans le commerce équitable ont organisé deux événements pour donner une leçon à l'OMC : une journée de séminaires et un salon du commerce équitable qui sont partie intégrantes des activités de la société civile à Hong Kong.

Outre l'inauguration du salon, deux temps forts ont marqué cette journée, une conférence de presse et une réunion interne sur les questions de plaidoyer.

La conférence de presse a reflété les différentes approches des organisations de commerce équitable : celles plus politiques qui définissent le commerce équitable comme une contribution à des changements plus globaux, celles plus pragmatiques qui veulent introduire le commerce équitable dans le commerce conventionnel pour montrer qu'il s'agit d'une réelle alternative économique. Il n'empêche que ces différentes approches ont en commun d'exiger des règles du commerce international plus juste.

Pour mieux travailler sur cette exigence, une réunion de travail a réuni une vingtaine de représentants d'organisations européennes, asiatiques et latino-américaines. Partant du constat que le plaidoyer était trop souvent élaboré par des organisations du nord, nous avons réfléchi sur la manière de sortir de cette situation. La discussion a permis de trouver des points d'accord sur nos fondements communs : le positionnement de FINE même si il n'a pas été élaboré de manière suffisamment collective est une base pour défendre des règles équitables dans les échanges commerciaux que ce soit dans le cadre d'accords multilatéraux mais aussi bilatéraux. Une fois cette base de convergence établie, des moyens ont été définies pour favoriser l'implication de tous dans les débats internationaux et régionaux : mailings lists, traduction en français et en espagnol de la lettre du plaidoyer, échanges sur les politiques nationales vis-à-vis du commerce équitables etc. Au sortir de cette réunion, nous avons réellement l'impression d'avoir fait un pas et de poursuivre la construction d'un mouvement de commerce équitable.

**Pour en savoir plus sur le contenu des débats, vous trouverez ci-dessous le compte rendu.**

## A Hong Kong, le commerce équitable se renforce !

Cette première journée à Hong Kong pour les organisations de commerce équitable a été l'occasion de faire connaître le commerce équitable à la presse mais aussi de réfléchir en interne sur la manière de conduire les actions de plaidoyer. Voici donc les deux temps forts de cette journée.

### **Le commerce équitable, une leçon pour l'OMC !**

Offrir une leçon à l'OMC, tel était le thème de la conférence de presse organisée par les organisations de commerce équitable ce mardi 13 décembre, 2 heures avant l'ouverture officielle de la 6<sup>ème</sup> conférence ministérielle de l'OMC. Cette leçon a été présentée par le collectif d'organisations à l'origine d'un double programme monté à l'occasion de la conférence de l'OMC : un salon équitable durant trois jours et un séminaire d'une journée. Ces organisations sont au nombre de 5 : IATP (Institut pour les politiques agricoles et commerciales, USA), Equiterre (Canada), Gerster Consulting (Suisse), Oxfam Hong Kong et le Forum asiatique du commerce équitable qui regroupe les organisations asiatiques membres de l'IFAT. (Association internationale pour le commerce équitable).

La conférence de presse a démarré par une intervention de Chong Chan-yau, d'Oxfam Hong Kong, qui a rappelé que le commerce devait profiter à tous et a appelé les représentants de l'OMC à tout faire pour que le cycle de Doha soit bénéfique pour tous. C'est également en ce sens que Michael Gidney de Traidcraft (Royaume Uni) s'est exprimé en expliquant les trois raisons de la présence des organisations du commerce équitable à l'OMC :

- le commerce équitable prouve qu'un commerce bien organisé peut contribuer au développement durable ;
- le commerce équitable est une affaire qui marche et concerne plus d'un million de producteurs ;
- le commerce équitable a une longue expérience qui montre comment on peut réduire la pauvreté.

Cette expérience implique des principes absents de l'agenda de Doha. Par exemple la question des prix justes n'est pas prise en compte par l'OMC. Claribel David du Forum asiatique des organisations de commerce équitable ajoute que le système commercial international doit intégrer des mécanismes pour protéger les pays les plus faibles. Parmi la principale revendication, Safia Minney de People Tree, exige la suppression des subventions qui concurrencent les agricultures du Sud. Mais comme beaucoup de personnes impliquées dans les organisations de commerce équitable, elle expose également une vision très pragmatique en expliquant comme son organisation arrive à travers la mode à sensibiliser un public plus grand et à s'introduire dans le commerce conventionnel. La mode devient pour elle un outil d'interpellation : des mini tee shirts ont été remis aux participants à la conférence de l'OMC, à des ONG et à des décideurs économiques. Et pour montrer que le commerce équitable est une économie viable, People Tree a convaincu des professionnels pour réaliser le défilé de mode qui aura lieu mercredi 14 décembre à l'occasion du salon du commerce équitable.

### **Une meilleure organisation des activités de plaidoyer au niveau international**

Si les organisations de commerce équitable s'organisent de plus en plus pour être présentes dans les forums internationaux, les questions de plaidoyer sont restées jusqu'ici trop souvent dirigées par les organisations du Nord. FINE a un comité de pilotage composé de 2 représentants de chaque organisation internationale (autrement dit de FLO, IFAT, News ! et EFTA<sup>1</sup>) mais cette représentation est surtout européenne. Et si tous les membres d'IFAT ont été officiellement tenu au courant de l'élaboration d'un texte de positionnement commun pour

---

<sup>1</sup> FLO – Fair trade labelling organisation – organisation représentant les initiatives de labélisation, IFAT, association international du commerce équitable, News ! réseau européen des magasins du monde, EFTA, association européenne du commerce équitable rassemblant 12 centrales d'importation.

l'OMC, finalement peu ont participé à son élaboration. Ce constat est le même que celui que nous faisons sur nos activités locales ou nationales : il ne suffit pas de diffuser l'information et de demander des réactions pour enclencher une réelle participation. La séance de travail du 13 décembre a certainement permis de faire un pas pour sortir de ce processus où le Nord élabore la pensée globale du commerce équitable. Pensée globale qui ne l'est pas tant car un premier tour de table des différentes organisations présentes parmi lesquelles, Tara, Ema, Sasha, Silence, Thaicraft, Wold vision Brésil, Crecer Guatemala, Viva Rio Brésil, MCCH Equateur, CTM, Magasins du Monde Suède et Artisans du Monde, a permis de mesurer les différentes approches de ce tour de table parmi lesquelles :

- formuler des demandes spécifiques pour défendre les populations les plus pauvres et les plus marginalisées au Sud ;
- faire connaître aux négociateurs de l'OMC les enjeux du commerce équitable ;
- organiser le réseau des organisations de commerce équitable ;
- se préoccuper en priorité des organisations de base ;
- se préoccuper des barrières techniques qui constituent également des obstacles au commerce ;
- avoir un agenda commun entre toutes les organisations de commerce équitable ;
- se préoccuper de la question de l'accès au marché des petits producteurs ;
- défendre le commerce équitable au plan national ;
- ne pas opposer dans nos actions de plaider le Sud contre le Nord mais défendre des modèles de production qui concernent l'agriculture familiale et la petite entreprise/l'artisanat dans le monde entier et par là même promouvoir d'autres modèles économiques.

Avec des approches si différentes, il ne semble pas facile de développer un discours commun mais nous sommes dans un processus d'apprentissage où le plaider ne doit pas être l'apanage de quelques organisations transformées en bureau d'étude mais partir de la pratique et des aspirations de chacun. C'est ainsi que pour avancer, nous avons trouvé des sujets de convergence qui reposent sur une base commune, à savoir les principes développés dans le papier de positionnement de FINE pour la conférence de Hong Kong. Ces positions concernent les accords multilatéraux mais peuvent s'appliquer également aux accords bilatéraux qui, rappelons-le, peuvent faire encore plus de mal que les accords multilatéraux faute de vigilance internationale. A ce sujet, citons le récent accord entre le Pérou et les Etats-Unis qui, après l'échec de l'ALENA (Accord de libre échange avec l'Amérique latine), sont en train de renforcer les accords bilatéraux et ont convaincu le Pérou la semaine dernière de signer cet accord. Cette base commune doit permettre de réaliser des actions de plaider dès lors que nos gouvernements respectifs envisagent des accords commerciaux pour faire que les échanges reposent sur les droits sociaux fondamentaux et non sur des règles commerciales. Ce n'est qu'une fois ces principes posés que les réflexions pourront se concentrer sur les aspects techniques. Parmi les pistes de travail citées, la question des accords entre l'UE et l'Inde a été évoquée mais aussi la question des barrières tarifaires qui concernent les échanges Sud-Sud et celles des barrières non tarifaires. Pour mieux maîtriser ce dernier point, l'organisation EMA a proposé de faire connaître les différents obstacles non tarifaires rencontrés ces dernières années. Reste que le plaider n'est pas suffisant et qu'il doit s'accompagner d'un travail de sensibilisation des militants, des producteurs et de l'opinion publique. Pour faciliter l'ensemble de ce travail, il a été proposé de renforcer les échanges entre les organisations membres de FINE. Des moyens simples existent : liste de discussion sur Internet, traduction automatique de la lettre du plaider de FINE en français et en espagnol. Et au-delà ces moyens, la collaboration régionale s'avère indispensable pour constituer une réelle force vis-à-vis des décideurs politiques et économiques.